

Saint Geours, Jean, *La politique économique des principaux pays industriels de l'Occident* (2e édition), Éditions Sirey, Paris, 1973, 580 p.

Jean-René Chotard

Volume 6, numéro 1, 1975

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700537ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700537ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Chotard, J.-R. (1975). Compte rendu de [Saint Geours, Jean, *La politique économique des principaux pays industriels de l'Occident* (2e édition), Éditions Sirey, Paris, 1973, 580 p.] *Études internationales*, 6(1), 137-138.
<https://doi.org/10.7202/700537ar>

ce système conceptuel aux mondes complexes de la politique, de l'histoire, de la philosophie, de la religion et, éventuellement, au monde infiniment complexe de la réalité.

Nitze soutient trois thèses : 1) qu'une théorie générale des relations internationales doit s'occuper au moins des relations entre les trois concepts fondamentaux de structure, d'intention, et de situation. Les concepts de pouvoir et de limitation de pouvoir sont secondaires ; 2) qu'une théorie générale des relations internationales doit permettre une multiplicité de points de vue s'échelonnant entre celui d'un membre responsable d'un groupe à un moment particulier à celui d'un observateur de la planète Mars :

3) qu'une théorie générale des relations internationales doit s'occuper du domaine des faits et du domaine des valeurs.

b) « La nature et les limites d'une théorie des relations internationales », par Hans J. MORGENTHAU.

Cet essai est basé sur les trois affirmations suivantes : 1) pour des raisons théoriques les relations internationales sont identiques aux politiques internationales ; 2) une théorie des politiques internationales n'est qu'une partie de la théorie générale de la politique ; 3) la théorie générale de la politique est identique à la science politique.

c) « L'utilité d'une théorie des relations internationales », par William T. R. FOX.

Pourquoi voudrait-on que le théoricien des relations internationales soit utile ? Sa fonction n'est-elle pas d'être omniscient et désintéressé ? Fox répond à ces questions en disant que la théorie est utile parce qu'elle permet d'effectuer des choix plus rationnels en clarifiant les positions doctrinales du politicien.

II - *Les perspectives de développement d'une théorie :*

a) « La philosophie politique et l'étude des relations internationales », par Kenneth N. WALTZ.

Waltz examine la pensée politique occidentale comme source importante pour clarifier la théorie des relations internationales.

b) « Une théorie politique internationale vue de l'extérieur », par Charles P. KINDLEBERGER.

Cet économiste pense qu'il est possible d'élaborer dans le champ des relations internationales des propositions théoriques comparables à celles de la théorie économique.

III - *Certains problèmes concrets :*

a) « Les acteurs en politique internationale », par Arnold WOLFERS.

Dans cet essai, Wolfers discute des implications théoriques de différentes suppositions concernant les acteurs en politique internationale.

b) « Le pouvoir et l'idéologie dans les affaires nationales et internationales », par Reinhold NIEBUHR.

Niebuhr fait un plaidoyer pour le pouvoir et l'idéologie des États-Unis contre le pouvoir et l'idéologie des communistes soviétiques.

Ce livre datant de 1959 reste encore pertinent, du moins en ce qui concerne les six premiers essais. Le septième est trop lié à l'idéologie américaine des années cinquante et trop partisan pour conserver quelque valeur scientifique.

Paul GAGNÉ

*Département de philosophie,
Université du Québec à Trois-Rivières*

SAINT GEOURS, Jean, *La politique économique des principaux pays industriels de l'Occident* (2^e édition), Éditions Sirey, Paris, 1973, 580p.

L'ouvrage de Saint Geours et de ses collaborateurs appartient à la série des précis et manuels qu'utilisent les étudiants en

droit et sciences économiques. Pourtant, la nature du sujet étudié déborde l'habituel domaine académique.

Les auteurs examinent un à un tous les secteurs où s'exerce l'action gouvernementale quand celle-ci veut intervenir dans l'économie. Mais, dans le cadre de leur inventaire, ils ne se limitent pas à un exposé de données statiques et figées. Ils envisagent la situation existant depuis 1945 comme le résultat d'une évolution. Attentifs aux expériences et à toutes les tentatives les plus diverses, ils ne prétendent pas enfermer leur sujet dans les cadres d'une analyse définitive. Ils proposent au contraire un bilan des nombreuses politiques entreprises dans les pays d'Occident pour régler la vie économique.

Ils insistent en particulier sur les tâches nouvelles qui incombent aux politiciens. Les deux guerres mondiales et la récession des années trente ont perturbé l'organisation du capitalisme libéral. L'État avait pu intervenir peu dans le domaine économique quand celui-ci était régi par son propre dynamisme. Depuis la Seconde Guerre, il est devenu un des principaux agents de ce secteur. Peu à peu, avec des appellations diverses, les gouvernements occidentaux ont introduit des formes de planification impensables au beau temps du capitalisme libéral. Mais l'action des États ne se limite pas à définir, voire à suggérer ou imposer des orientations. Chacun d'entre eux dispose par le biais du fisc ou des emprunts de sommes considérables. Il peut intervenir directement, encourager les investissements en un domaine précis, dresser le schéma de développement pour une région entière, modifier même la géographie des implantations industrielles.

L'ouvrage contient de très intéressantes remarques sur les groupes susceptibles d'infléchir les décisions politiques. Les traditionnels groupes de pression subsistent et les milieux d'affaires disposent certes des leviers les plus puissants. Mais, depuis 1945, les syndicats et, dans quelques pays, les partis de gauche, exercent une action dé-

terminante. C'est pour tenter avec eux des compromis que certains gouvernements ont établi de véritables politiques de revenus. J. Saint Geours examine attentivement cette notion et formule des critiques très pertinentes. Il montre en particulier comment certains problèmes économiques de l'Angleterre et de l'Italie résultent d'une agressivité syndicale sans précédent. De larges couches de travailleurs arrivent consciemment ou non, à demander une redistribution des richesses nationales qui, jusqu'à présent, profitaient surtout à quelques minorités privilégiées.

L'analyse de ce phénomène montre le caractère particulièrement actuel du présent ouvrage. Il montre en effet les différents déséquilibres qui nuisent aux politiques économiques que définissent les États. Il précise comment interviennent les perturbations qui remettent en cause le savant échafaudage des plans. Le phénomène nouveau de la *stagflation* (stagnation, inflation, chômage) fait l'objet d'une présentation intéressante, même si son apparition tardive dans l'histoire des phénomènes économiques a laissé peu de temps aux auteurs pour l'étudier.

Exposé des pratiques gouvernementales dans les domaines de l'économie, l'ouvrage de J. Saint Geours et de ses collaborateurs fait aussi figure de livre très actuel.

Jean-René CHOTARD

*Département d'histoire,
Université de Sherbrooke*

*B. I. I., Les entreprises multinationales
et la politique sociale, Genève, 1973,
192p.*

« Le présent volume est le premier fruit d'un effort accompli par le B.I.I. pour donner, aux divers milieux où les rapports existant entre les entreprises multinationales et la politique sociale font sentir leurs effets, la possibilité de prendre des contacts, de mener des investigations rationnelles, de discuter sans passion et de négocier en faisant preuve de sens des responsabilités ».